



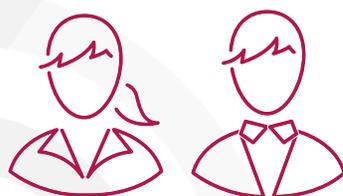
Sciences Po
Bordeaux

année **2020**

Rapport
recherche

La recherche en chiffres

2 centres de recherche mixtes du CNRS



Les ressources humaines



95 académiques
19 chercheur·se·s
68 enseignant·e·s-chercheur·se·s
8 émérites



124 doctorant·e·s
dont 28 nouveaux contrats doctoraux
9 postdoctorant·e·s



171 chercheur·se·s associé·e·s



19 permanent·e·s
d'appui à la recherche



31 chercheur·se·s invité·e·s

Les activités



42 projets en cours



47 séminaires*
*organisés par les UMR



19 nouveaux projets



11 thèses soutenues
3 HDR soutenues

776 470 euros*
*Budget engagé



Les publications



16

ouvrages scientifiques



146

articles de revue



18

directions d'ouvrage



89

chapitres d'ouvrage

Édito



2020, année charnière

Yves Déloye

Directeur de Sciences Po Bordeaux

&

Vincent Tiberj

Délégué à la recherche de Sciences Po Bordeaux

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les centres de recherche et l'établissement sont en phase d'évaluation par l'Hcéres. Le mandat du directeur actuel va également prochainement s'achever. C'est donc une double occasion pour nous de mettre en perspective les actions menées en 5 ans, *a fortiori* après cette crise du COVID-19.

Proclamons encore la force de notre communauté scientifique, alors que les sciences humaines et sociales (SHS) subissent des attaques injustifiées. Nous constituons ensemble un collectif riche de nos différences, de nos disciplines, de nos méthodes, de nos interactions et de nos débats, au-delà de nos statuts et de nos générations. Cette diversité est ce qui nous permet de contribuer à saisir et à comprendre les grands enjeux de nos sociétés contemporaines : les défis de la gouvernance, en France, en Europe, en Afrique, les transformations de la citoyenneté et de la démocratie, ou encore les conséquences sociales du réchauffement climatique. Et ces recherches, nous les diffusons largement, et elles infusent directement dans les enseignements. Sans la recherche, Sciences Po Bordeaux perdrait une bonne partie de son originalité.

Notre communauté a aussi beaucoup évolué. On ne peut que se réjouir de nos réussites en termes d'appels d'offre et de contrats puisque nous sommes passés de 33 contrats en 2015 à 101 en 2020, tout en laissant libre les chercheur-se-s de faire leur recherche comme ils et elles l'entendent. Sciences Po Bordeaux a recruté 8 maître-sse-s de conférences, avec des origines académiques particulièrement diverses. Nous avons attiré 2 à 4 chercheur-se-s CNRS par an. Au final, notre communauté s'est rajeunie, et la place des femmes a progressé passant de 32 % à 45 % en 5 ans. Plusieurs défis demeurent cependant. Préserver les équilibres entre enseignement, recherche et engagement administratif est essentiel ; particulièrement dans une perspective d'égalité de genre et de progression de carrière. Permettre à chacune de construire son espace scientifique est également essentiel.

Notre communauté s'est également structurée institutionnellement. Désormais, le Conseil Scientifique comporte 6 membres élu-e-s et opère selon des règles de fonctionnement apurées en matière de BQR, de soutiens aux publications, de décharge de HDR et d'accès au préciput. Le CS est partie prenante dans la définition des profils de poste des enseignant-e-s-chercheur-se-s. Enfin, le BQR est passé de 30 000 à 45 000 euros et un fond spécifique de soutien aux activités des ATER a été mis en place. La Délégation Recherche, appelée à devenir une Direction de la Recherche, est en train de se structurer comme service de soutien aux activités de recherche avec notamment le recrutement d'agent-e-s mutualisé-e-s entre les centres. Disposer de ces institutions devient essentiel notamment face aux évolutions de notre positionnement de site.

Enfin, nous avons collectivement œuvré pour que les doctorant-e-s aient la place et les conditions de travail qui leur reviennent : allocation d'espaces de travail, organisation des journées d'intégration en thèse, soutien aux jeunes docteur-e-s, possibilités d'enseignement. En 2021, nous avons mis en place un bureau virtuel qui permet aux doctorant-e-s et aux collègues de bénéficier d'un accès à plusieurs logiciels d'analyse, grâce au budget BQR de 2020 et au soutien opérationnel de la DSI de l'établissement.

Il y a encore du travail. Des chantiers ont débuté et sont loin d'être achevés. Les équilibres pour permettre une recherche de qualité restent complexes et fragiles. Nous avons tenté de faire notre part et nous continuerons d'y œuvrer à notre manière.

Les laboratoires

La recherche à Sciences Po Bordeaux constitue l'un des pôles les plus importants de France dans le domaine des SHS.

Elle s'organise d'abord autour de nos deux centres de recherche :



Le **Centre Émile Durkheim** (UMR 5116 CNRS, Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux) est un laboratoire généraliste de science politique et de sociologie qui fonde son projet scientifique sur les jeux d'échelles et la comparaison.

Ses activités s'organisent autour de **5** axes :

- Identifications
- Vulnérabilités, Inégalités, Parcours (VIP)
- Savoirs-SENS (Sciences, ENvironnement, Santé)
- Légitimité, Organisations et Représentations (LOR)
- Sociologie(s) de l'international

S'y ajoutent **7** ateliers transversaux :

(Genre ; Médias ; Forum urbain ; Méthodes ; Prendre position ; Écriture ; Règles, normes et pratiques économiques), un séminaire général, un séminaire doctoral conjoint avec le LAM.

Ces recherches sont soutenues par les équipes de gestion, méthodes, documentation, édition et communication.



Les Afriques dans le Monde (LAM, UMR 5115) est un centre multidisciplinaire et comparatiste d'analyse du politique dans les Afriques ainsi que dans les sociétés issues de la traite atlantique.

Sciences Po Bordeaux et le CNRS en sont les tutelles historiques. En 2020, le LAM compte une nouvelle tutelle, l'Université Bordeaux Montaigne, et s'est rapproché de l'Institut de recherche pour le développement pour devenir également une unité de l'IRD. Le laboratoire entretient en outre plusieurs collaborations avec l'Université de Bordeaux

Le directeur de LAM est Dominique Darbon. Karine Bassoulet en est l'administratrice.

Les analyses menées à LAM s'organisent autour de **3** axes :

- État, institutions et citoyenneté
- Ressources, inégalités, conflits
- Imaginaires, circulations, médiations

Les acteurs de la recherche à Sciences Po Bordeaux

Forum urbain
Centre d'innovation sociétale sur la ville

Le Forum urbain est un Centre d'innovation sociétale créé en 2015 par l'Initiative d'Excellence de l'Université de Bordeaux (IdEx Bordeaux) et porté par Sciences Po Bordeaux.

Céreq

Le Centre Associé Régional (CAR) du Céreq en région Nouvelle-Aquitaine est intégré au Centre Émile Durkheim.



La chaire Diasporas africaines de Sciences Po Bordeaux et l'Université Bordeaux Montaigne, intégrée au laboratoire Les Afriques dans le Monde a pour finalité le renforcement des connaissances sur les diasporas africaines en France, et entend servir de fédérateur des compétences existantes.

INSTITUT DES AFRIQUES

L'Institut des Afriques est une association loi 1901 créée en janvier 2015 pour mettre en valeur les dynamiques africaines présentes sur les territoires néo-aquitains et bordelais et porter une vision renouvelée des mondes africains.

Rétrospective 2020

janvier.

14. ETPAF (Enquête sur la transmission précoce des appartenances au sein de la famille)

- Coordination scientifique : Sophie Duchesne (CED)
- ◆ Financeurs : Région Nouvelle-Aquitaine, INJEP, DEPS, CHANGES
- 14.01.2020-13.01.2025

POSEIDONIS (La positivisation du droit et des normes en contexte islamique)

- Coordination scientifique : Baudouin Dupret (LAM)
- ◆ Financeur : Région Nouvelle-Aquitaine
- 14.01.2020-13.01.2025

CITADAF (Citoyennetés actives des diasporas africaines en France)

- Coordination scientifique : Étienne Smith (LAM)
- ◆ Financeurs : Région Nouvelle Aquitaine, Bordeaux Métropole, Institut français
- 14.01.2020-13.01.2025

février.

1^{er}. Intelligence artificielle et hôpital : impacts sur des actes médicaux et leurs réglementations

- Coordination scientifique : Andy Smith (CED) & Olivier Cousin (CED)
- ◆ Financeur : CHANGES

1^{er}. Enjeux internationaux du patrimoine en contexte postcolonial : les circulations des biens culturels dans un monde en recomposition (la situation franco-africaine). Réseau de recherche / Gouvernance des changements, acteurs

- Coordination scientifique : Elara Bertho (LAM)
- ◆ Financeur : CHANGES

4. Les « prix » des médicaments en Italie, entre droit et politique, thèse de doctorat soutenue par Stefania Zahora sous la direction d'Andy Smith (CED)

5. La politique étrangère égyptienne à l'égard des États-Unis : le rôle de l'économie politique dans la définition des enjeux réciproques, thèse de doctorat soutenue par Youssef Hana Saber sous la direction de Daniel Compagnon (CED)

24. La « lutte contre la corruption » au prisme des contextes nationaux : étude comparative du Botswana, du Cameroun, de Singapour et de la Suisse, thèse de doctorat soutenue par Alain Sone Eloka sous la direction de Dominique Darbon (LAM)

mai.

25. APCLIMTER (Leçons de la lutte contre le COVID19 pour l'action publique sur le changement climatique dans les territoires)

- Coordination scientifique : Daniel Compagnon (CED)
- ◆ Financeur : Région Nouvelle Aquitaine (AMI COVID)
- 25.05.2020-25.11.2022

SCIVIC (Citoyenneté, vivre-ensemble dans les quartiers populaires : quelles solidarités face au Covid-19)

- Coordination scientifique : Gilles Pinson (CED)
- ◆ Financeur : Région Nouvelle Aquitaine (AMI COVID)
- 25.05.2020-25.11.2022

juillet.

23. AFICAM (Appui à la formation initiale et continue de l'administration malienne)

- Coordination scientifique : Céline Thiriot (LAM)
- ◆ Financeur : SCAC Ambassade du Mali
- 23.07.2020-30.06.2021

septembre.

1^{er}. Arrivée de 4 nouveaux-elles maître-esse-s de conférences

- Anthony Amicelle (science politique) (CED)
- Anna Maria Lecis Cocco Ortu (droit public) (CED)
- Anna Neyrat (droit public) (CED)
- Mickael Temporão (science politique) (CED)

octobre.

1^{er}. ELIPS (Equality in Personal Statuses)

- Coordination scientifique : Baudouin Dupret (LAM)
- ◆ Financeur : Agence Nationale de la Recherche
- 01.10.2020-30.09.2023

1^{er}. Gilets jaunes (Les Gilets jaunes : approches pluridisciplinaires des mobilisations et politisations populaires)

- Coordination scientifique : Magali Della Sudda (CED)
- ◆ Financeur : Agence Nationale de la Recherche
- 01.10.2020-30.09.2024

12-16. École thématique 'Exploration dans la recherche en sciences sociales', La Rochelle

- Coordination scientifique : Viviane le Hay (CED)
- ◆ Financeurs : CHANGES, Laboratoire Passages - Réseau So-MATE
- 12.10.2020-16.10.2020

novembre.

1^{er}. ENCOUNTER (Muslim-Jewish encounter, diversity & distance in urban Europe : religion, culture and social model)

- Coordination scientifique : Vincent Tiberj (CED)
- ◆ Financeur : Agence Nationale de la Recherche
- 01.11.2020-31.10.2023

décembre.

04. L'abandon stratégique, la paysannerie angolaise sous la domination du MPLA, thèse de doctorat soutenue par Bradley Safarik sous la direction de Michel Cahen (LAM)

Projets à la Une

Centre Émile Durkheim

Les rapports des citoyen·ne·s à la justice : expériences, représentations et réceptions

Comment les citoyennes et citoyens perçoivent-ils et se réapproprient-ils la justice, son fonctionnement, son action et ses mises en scène ?

Paradoxalement, les justiciables constituent un angle mort des études actuelles sur la justice. Cette recherche rend compte de la pluralité des expériences, des représentations, et des rapports au droit et au système judiciaire (qui inclut également la police) - que cette diversité relève des caractéristiques sociales, politiques et professionnelles des enquêté·es ou des types de contentieux, de juridiction et de professionnel·le·s auxquels les personnes ont été confrontées.



Cécile Vigour, Bartolomeo Cappellina, Laurence Dumoulin et Virginie Gautron, *Les rapports des citoyens à la justice : expériences, représentations et réceptions, rapport scientifique final pour la Mission de recherche Droit et Justice*, juillet 2021, 349 p. pour le volume 1 et 70 p. d'annexes ; note de synthèse

selon eux et elles, du « vrai travail » des professionnel·le·s et des activités peu valorisées par ces derniers. De plus, les enquêté·e·s critiquent durement les inégalités dans l'accès au droit et au système judiciaire, mais aussi dans les traitements policiers et judiciaires, que ces inégalités soient liées à l'appartenance sociale, à l'identification à un groupe ethnique minoritaire, au genre, au lieu de résidence ou à l'âge. La recherche souligne ainsi la richesse d'une perspective intersectionnelle.



Cette recherche articule enquêtes qualitatives et quantitatives* : 17 entretiens collectifs menés entre 2015 et 2017 (...) et un questionnaire auprès de 2 800 personnes représentatives de la population résidant en France.

Ensuite, le rapport entre dans la fabrique du jugement. L'écart est grand entre les appréciations générales portées sur le système judiciaire, largement critiques, et leurs jugements sur des cas concrets. Les premières sont surtout façonnées par l'orientation politique et les expériences policières et judiciaires, ainsi que l'âge, le niveau de diplôme et la catégorie socio-professionnelle. De plus, l'attente punitive des citoyen·ne·s est tempérée par une finalité complémentaire de transformation morale des auteur·e·s. Par contraste, sur des cas contextualisés – fictifs ou tirés d'un documentaire – les représentations citoyennes de la justice et des peines sont beaucoup plus labiles (moins liées à l'orientation politique notamment) ; les enquêté·e·s sont moins punitifs en situation de juger, même si les finalités punitives sont là-encore couplées à des peines à visée pédagogique, *i.e.* destinées à faire prendre conscience à l'auteur·e du sens des lois et de la gravité des faits.

Enfin, l'ouvrage identifie quatre rapports au système judiciaire : les « défiant·e·s », les « illégitimes », les « confiant·e·s distant·e·s » et les « légitimistes ». Ces types se distinguent d'abord du point de vue de l'intensité de la confiance à l'égard du système judiciaire et des institutions politiques, et des critiques exprimées (qui se traduit aussi dans les images et sentiments associés à la justice), ainsi que du nombre de conflits et d'interactions avec la justice et la police ; puis, du sentiment de légitimité ou non à exprimer une opinion sur ces institutions.



Cette recherche articule enquêtes qualitatives et quantitatives* : 17 entretiens collectifs menés entre 2015 et 2017 (ces groupes de discussion ont réuni 80 personnes ayant eu ou non affaire à la justice) et un questionnaire auprès de 2 800 personnes représentatives de la population résidant en France. Alors que les entretiens collectifs permettent d'établir certaines modalités d'élaboration et d'expression d'un jugement public sur la justice, les réponses au questionnaire permettent de préciser les facteurs qui influencent les jugements portés sur celle-ci, et d'identifier des rapports au droit et au système judiciaire.

La recherche met en évidence les ambivalences citoyennes vis-à-vis du système judiciaire. Elle atteste un découplage relatif entre le niveau de confiance à l'égard d'une institution, et l'appréciation de son fonctionnement effectif. L'image globale de la police et de la justice, positive, contraste avec des avis plus critiques sur leur fonctionnement, à la hauteur des attentes très idéalisées. Les citoyen·ne·s insistent aussi sur les tensions entre ce qui relèverait,

* La réalisation de l'enquête par questionnaire auprès du panel ELIPSS a été rendue possible par le soutien de l'équipement d'excellence Données Infrastructures et Méthodes d'enquête en Sciences Humaines et Sociales (DIM-quant SHS, Sciences Po).

Par Cécile Vigour

Directrice de recherche CNRS, Centre Émile Durkheim



L'universel, c'est le local moins les murs



Miguel Torga

Une politique de site autour d'un grand équipement

Travailler sur les enjeux scientifiques dans les Afriques (et dans les sociétés issues de la traite atlantique) exige désormais de disposer de capacités de recherche considérables. La complexité des processus d'analyse, des méthodes et des outils de recherche impose de renforcer en permanence les compétences disciplinaires et de s'adapter à de multiples innovations issues d'autres domaines. L'ouverture multidisciplinaire s'impose désormais pour accéder aux nouveaux champs d'innovation et appréhender les enjeux scientifiques dans leur complexité.

Pour rester à la pointe de la recherche scientifique sur les sociétés contemporaines des Afriques, LAM doit voir plus grand, sortir de son caractère « provincial » dans lequel la centralisation accrue des dispositifs scientifiques et financiers en France ne cesse de vouloir l'enfermer. Il s'est engagé dans une politique de site, imbriquant plusieurs niveaux.

Son assise locale est renforcée par les liens avec l'autre unité mixte de recherche (UMR) de **Sciences Po Bordeaux**, le **Centre Émile Durkheim**. LAM ne peut plus se penser hors des séminaires communs de recherche et de la direction de la recherche au sein de Sciences Po Bordeaux.



Produire de la science pour l'avancement de nos sociétés, qu'elles soient africaines, européennes ou autres.

Les capacités de recherche et de formation se trouvent également considérablement renforcées au niveau de nos deux universités de référence : l'**Université Bordeaux-Montaigne (UBM)** et l'**Université de Bordeaux (UB)**. L'UBM ouvre des potentiels de recherche en histoire, en géographie, en littérature, permettant une extension des champs de compétences du LAM mais aussi le montage de **Masters co-certifiés** (IMAS commun à l'UBM et à l'Université de Bayreuth), l'obtention de **chaires d'excellence** (comme la Chaire sur les diasporas africaines) et le lancement de programmes de recherche innovants (littératures, sécurité alimentaire et nutrition, etc.). Au sein de l'UB, cette fois, et du **département CHANGES** en particulier, la politique de site du LAM se matérialise par l'association au **GREThA** et à l'**IDLIC** (au Bordeaux Population Health, ISPED). Ces trois unités de recherche



organisent une **école d'été commune depuis 2019 (BSS Afric@2030)**, puis ont été lauréates de deux projets sélectionnés par l'Université de Bordeaux, l'un autour de la création d'une **école universitaire de recherche Eur@frica** (SFRI-Structuration de la formation par la recherche dans les initiatives d'excellence), et l'autre autour du **Grand Projet de Recherche IPORA** (Interdisciplinary Policy-Oriented Research on Africa). Ces programmes obtenus grâce au soutien sans faille des tutelles (Sciences Po Bordeaux, CNRS, INSERM, IRD, UB, UBM) intègrent recherche et formation dans un horizon long (8 ans) dans l'équivalent d'un grand équipement à forte attractivité.

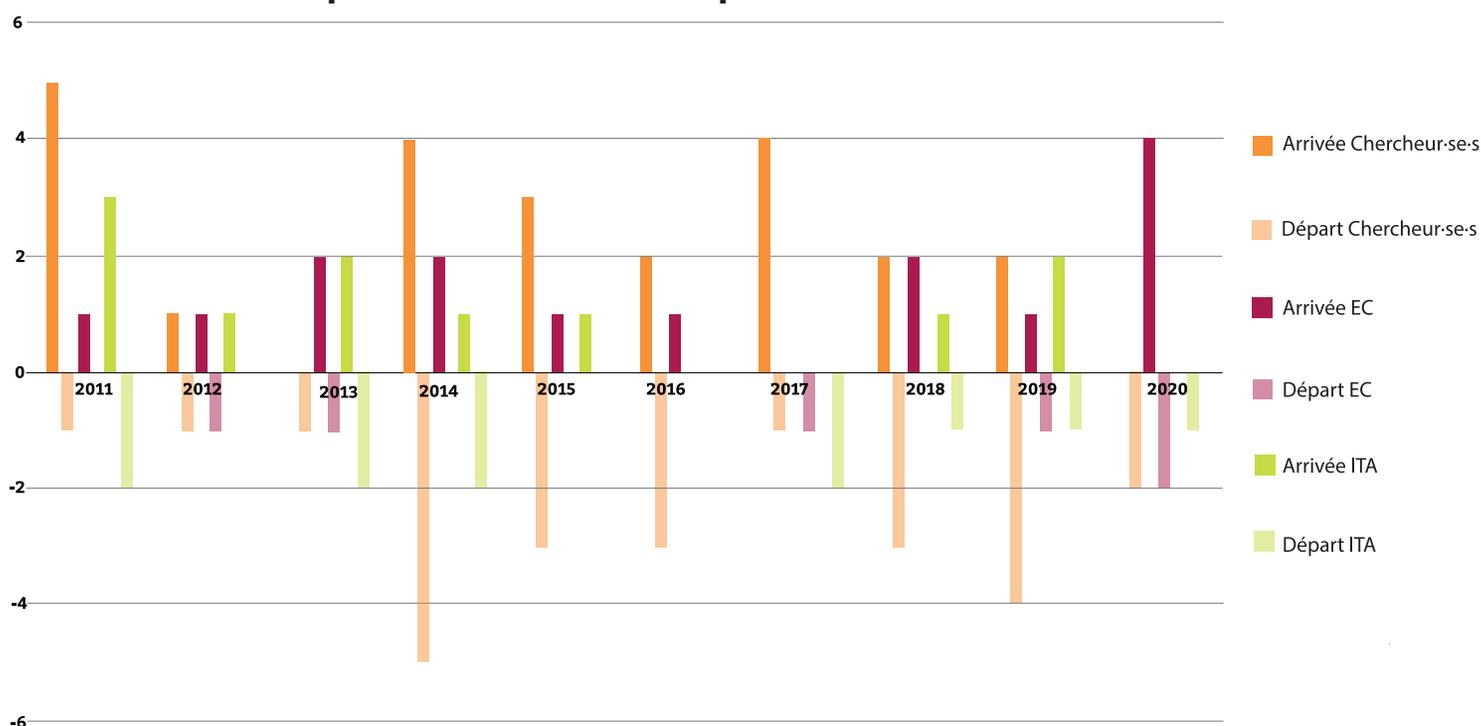
Enfin, les partenariats internationaux se concentrent autour des **universités de Bayreuth et de Kyoto**, et **diverses universités africaines**. Parmi elles, l'**Université Houphouët-Boigny à Abidjan**, l'**Université internationale de Rabat** et l'**Université d'Addis-Abeba** sont placées au centre de la nouvelle politique de site développée par le LAM et ses partenaires bordelais.

LAM par cette politique de sites en partenariat affirme le projet commun : **Produire de la science pour l'avancement de nos sociétés, qu'elles soient africaines, européennes ou autres.**

Par Dominique Darbon
Professeur des Universités,
Directeur de Les Afriques dans le Monde

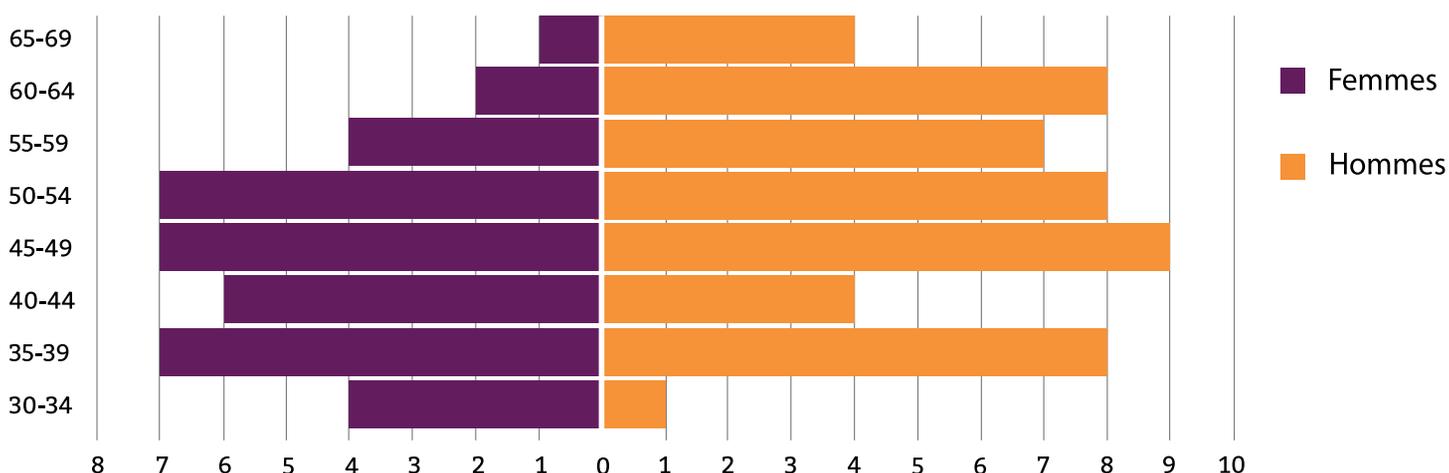
Indicateurs

1. Les flux des personnels scientifiques 2011-2020



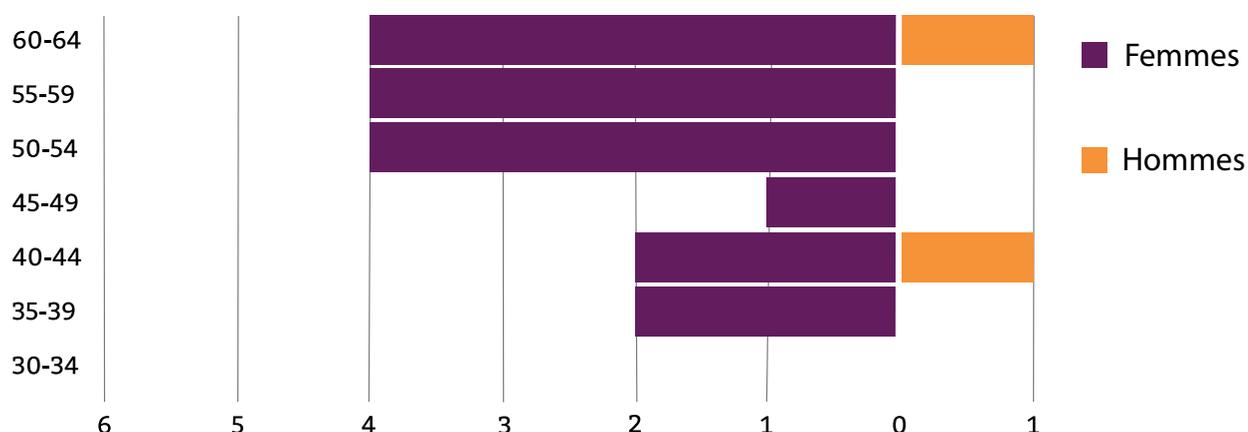
2. Effectif recherche Chercheur·ses et EC en 2020

Centre Émile Durkheim 52 // Les Afriques dans le Monde 27 // EC hors UMR 8 // Âge moyen 48,8 ans

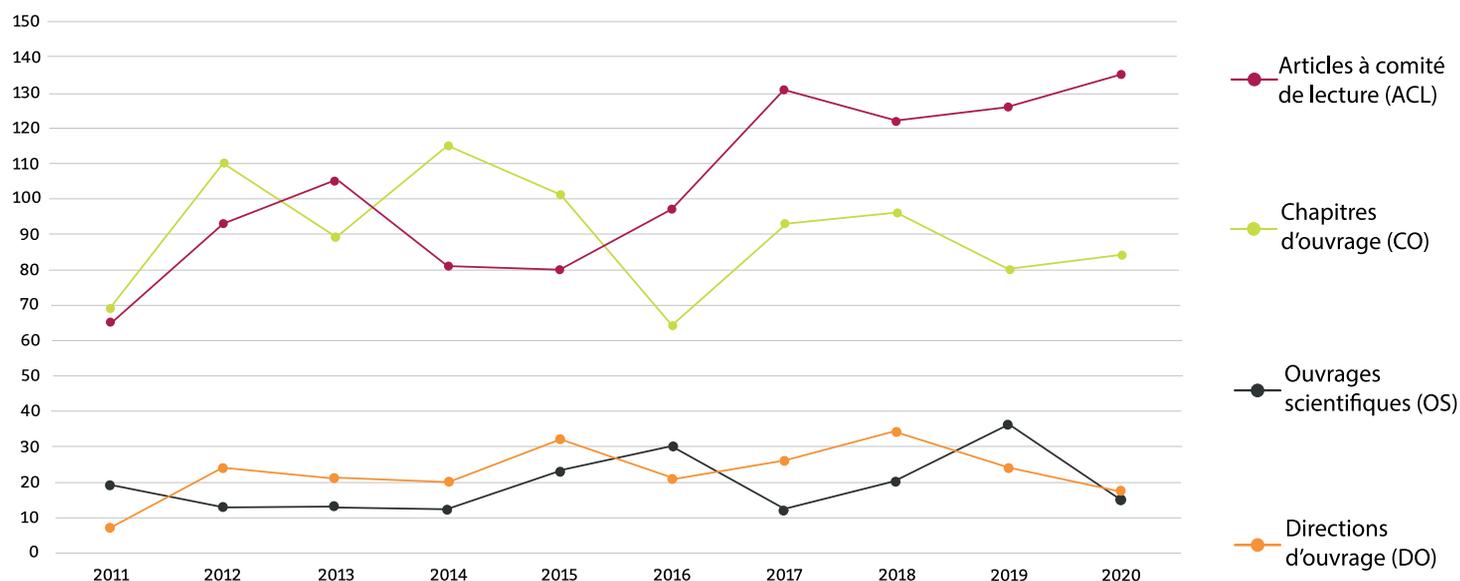


3. Effectif recherche ITA-BIATSS-FNSP 2020

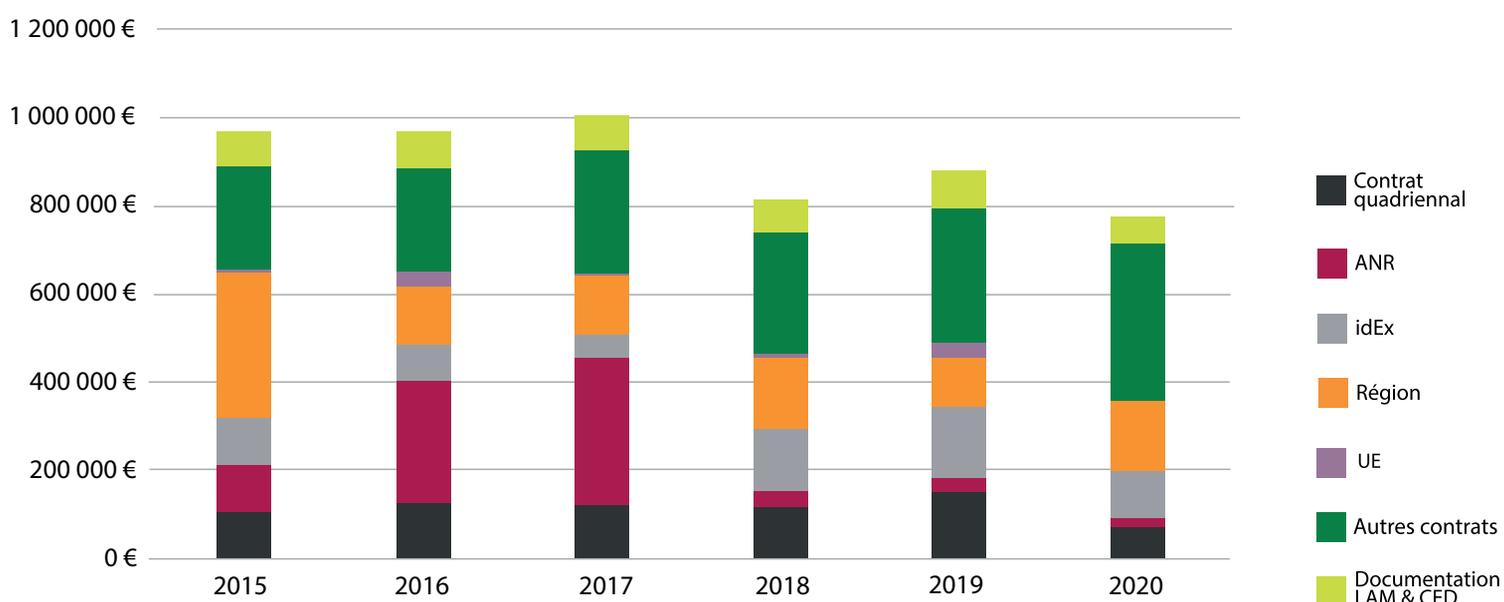
Centre Émile Durkheim 11 // Les Afriques dans le Monde 8 // Âge moyen 53 ans



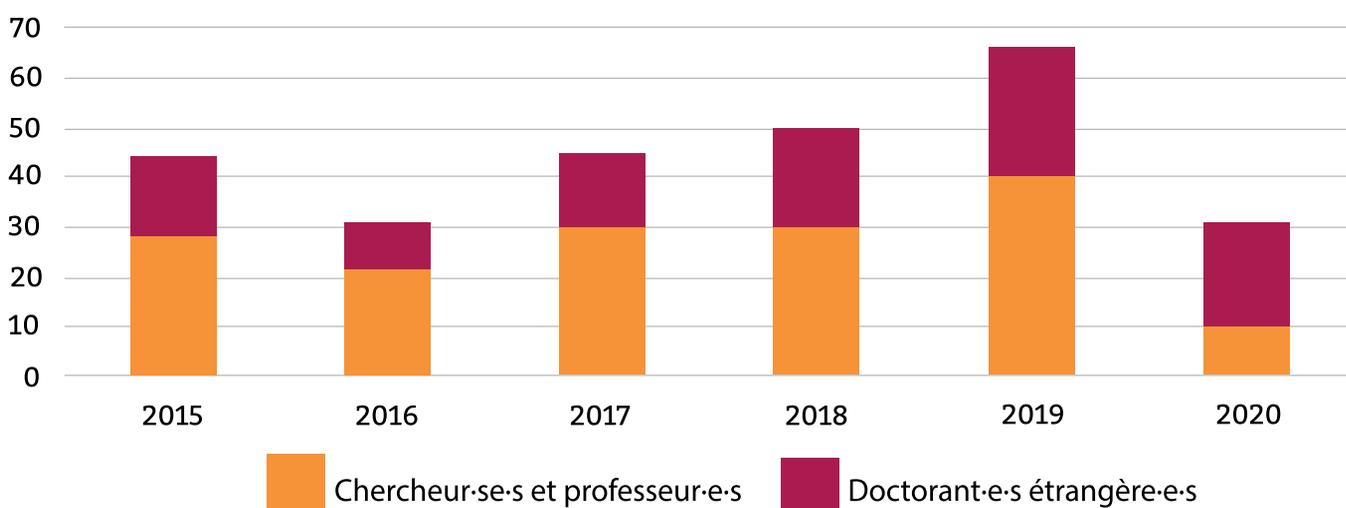
4. Publications scientifiques 2011-2020



5. Dépenses par origine de financement et par année 2016-2020



6. Séjours scientifiques de collègues étrangèr·e·s dans les deux centres de recherche 2015-2020



La recherche en 2020 a été possible grâce à :



et bien d'autres...